



FAITS MARQUANTS DE LA CLD CDP 12:

MERCREDI 14 OCTOBRE 2015

Les participants à la CLD Cdp12 ont abordé les points du jour au sein du CST et du CRIC au cours de sessions parallèles dans la matinée et dans l'après-midi, et se sont réunis en groupes de contact pour discuter des projets de décision relatives aux ordres du jour de la CdP, de CRIC et du CST.

CRIC

PROCESSUS DE RAPPORT ET D'EXAMEN DE LA CLD AU VU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015: Procédés ou mécanismes institutionnels additionnels pour assister la CdP dans son examen périodique de la mise en œuvre de la Convention: Le Secrétariat a présenté le document ICCD/CRIC(14)/10, en signalant qu'il s'appuie sur: les contributions des Parties aux Non-document 2 de la CRIC13; les dispositions pertinentes de la Décision 18 de la CdP11; et les recommandations du GTI et des Parties (ICCD/CRIC(13)/9 et (ICCD/COP(12)/4). La déléguée a indiqué que le but est, entre autres, de: diriger les examens de la Convention vers la substance plutôt que vers les processus institutionnels, et d'y ajuster leur fréquence; d'intégrer le CRIC et le conseil scientifique; et d'assurer la gouvernance régionale et la continuité.

Le SWAZILAND, avec l'OUGANDA, la MOLDAVIE, la COLOMBIE, l'INDE, la TURQUIE et d'autres, a estimé qu'une décision sur la question est « prématurée », en soulignant que la charge de travail du CRIC va sans doute augmenter au regard des discussions sur la NDT. Tout en soutenant l'idée d'une plus grande intégration entre le CRIC et le CST, l'ARGENTINE, avec CUBA, le BRÉSIL, la CHINE et d'autres, s'est dite préoccupée du fait que les propositions ne soient pas fondées sur un mandat de la CdP et ne reflètent pas les discussions à la CRIC13. Avec le soutien de la COLOMBIE, l'OUGANDA a estimé que les réunions régionales ne devraient pas « déstabiliser » le CRIC. Signalant qu'il n'y a « pas de cible mondiale pour la Convention », le BRÉSIL a plaidé pour une définition de la NDT sur la base du consensus, et s'est opposé à « l'affectation anticipée » de ressources pour les examens de la NDT, étant donnée leur nature volontaire. L'INDE, le PAKISTAN et d'autres ont souligné de possibles contradictions entre les données nationales et internationales. La CHINE, avec la MOLDAVIE, a appelé la CdP à reconsidérer le financement de ses organes subsidiaires. L'IRAK a signalé le besoin de combler le fossé entre les conférences scientifiques et les formulations de politiques dans le cadre de la CLD.

Améliorer les procédures pour la communication et l'établissement de rapports: Le Secrétariat a présenté le document ICCD/COP(12)/CST/3-ICCD/CRIC(14)/7, en signalant l'examen des tendances de la couverture des terres, de la productivité et des stocks de carbone dans le projet pilote de NDT sur 14 pays. La NAMIBIE et la GRENADINE ont évoqué les leçons tirées du projet, notamment le besoin de: données nationales à fondement scientifique, ou à défaut de données globales; le motivation politique; et d'indicateurs de progrès. Le BRÉSIL a salué l'accepté mis sur les zones arides et semi-arides. La NAMIBIE, le SÉNÉGAL et le BHOUTAN ont mis en lumière leurs expériences dans l'établissement de cibles et la mise en œuvre de la NDT. L'ARMÉNIE, le NIGER et l'ARGENTINE ont appelé au renforcement des

capacités, au soutien technique et au financement, y compris en provenance du secteur privé. L'IRAK a suggéré de former le personnel. La RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE et le GHANA ont demandé des éclaircissements sur l'applicabilité mondiale des indicateurs du projet pilote. L'IRAN a demandé des éclaircissements sur la différence entre la NDT et les projets précédents de GDT. La CHINE a suggéré d'élaborer des directives techniques uniformes et, avec EL SALVADOR, a exhorté le Secrétariat à collaborer avec d'autres organes de la Convention sur un système de suivi de la NDT. Le PÉROU a souligné le besoin d'intégrer des indicateurs de NDT dans les plans nationaux, régionaux et locaux. La THAÏLANDE a suggéré de mettre en exergue les avantages de la NDT pour l'amélioration des moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. L'INDE a défendu l'idée d'élaborer des indicateurs ascendants en commun avec le processus des ODD.

Le MM a présenté le document ICCD/CRIC(14)/8 relatif à l'affinement des indicateurs de progrès dans le cadre de l'Objectif 4 de la Stratégie. Le BRÉSIL a suggéré que la CdP12 examine un document présenté par la CRIC13 (ICCD/CRIC(13)/7/Rev.1), qui a estimé les contributions des pays développés à 10% de celles des pays en développement.

Le Secrétariat a présenté le document ICCD/CRIC(14)/9, relatif au retour de l'exercice 2013 de rapport de performance. Il n'y a pas eu de discussion sur ce point.

MISE EN ŒUVRE EFFICACE DE LA CONVENTION AUX NIVEAUX NATIONAL, SOUS-RÉGIONAL ET RÉGIONAL: Assurer des financements supplémentaires

- Relations avec les mécanismes de financement: Le FEM a présenté ses programmes et projets pour le financement des coûts croissants accordés des activités relatives à la désertification (ICCD/CRIC(14)/5), en soulignant: l'augmentation des allocations destinées au domaine d'intervention sur la dégradation des terres dans la FEM-6 à 431 millions USD; l'allocation de 346 millions USD à des pays particuliers à travers le Système pour l'allocation transparente des ressources (STAR); et les progrès accomplis dans les synergies pour la GDT dans les fonds d'adaptation du FEM.

L'INDE, l'OUGANDA, l'ÉGYPTÉ, le GHANA et d'autres ont plaidé pour une allocation à ce domaine d'intervention qui soit comparable à celle destinée au changement climatique et à la biodiversité. L'OUGANDA et le PAKISTAN ont souligné l'importance du Programme de petites subventions du FEM. La GUINÉE a appelé à développer les projets de microfinance. Le PAKISTAN et l'ÉRYTHRIE ont demandé la simplification des procédures du FEM pour l'accès au financement.

EXAMEN DES MEILLEURES PRATIQUES: Promouvoir l'analyse et la diffusion des meilleures pratiques:

Le Secrétariat a souligné les travaux du Portail de courtage des données scientifiques (PCDS) et a évoqué les technologies de GDT, l'accès aux données et la coopération entre le CRIC et le CST (ICCD/COP(12)/CST/7-ICCD/CRIC(14)/6).

L'ARGENTINE a appelé à garantir un financement pour la base de données relative aux meilleures pratiques de GDT. Le BRÉSIL a souligné le rôle du PCDS dans le partage de connaissances. La CHINE a signalé quelques divergences dans la formulation. La MOLDAVIE a plaidé pour l'expansion du PCDS. L'ÉRYTHRIE et le BURKINA FASO ont partagé des exemples de leurs meilleures pratiques. La GAMBIE a partagé ses processus d'engagement des parties prenantes. L'Organisation ENDA-TM, au nom des OSC, a partagé des



exemples de réhabilitation de terres, d'agroforesterie et de ramassage des ordures, ainsi que des efforts pour élaborer des « communautés praticiennes » pour garantir l'interaction continue.

CST

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CST: Options pour améliorer les contributions du CST à la prise de décisions, y compris à travers des synergies avec d'autres conférences scientifiques pertinentes:

Le Président de la CST12 Uriel Safriel (Israël) a invité les délégués à poursuivre la discussions sur cette question. La TANZANIE a proposé un sous-ensemble permettant d'établir un journal scientifique révisé par des pairs dans le cadre de la CLD, centré sur la DDTS et la NDT. L'UE, la CHINE et la TURQUIE ont soutenu le découplage des Conférences scientifiques et des sessions officielles du CST, et le MAROC s'est demandé comment cela pourrait-il fonctionner. Les ETATS-UNIS ont reconnu les progrès accomplis sur l'interface science-politique ces dernières années et, avec la NORVEGE et le JAPON, a estimé que l'ISP ne capitalise pas suffisamment les connaissances et mécanismes existants. L'ARGENTINE, CUBA, la SUISSE et le SENEGAL ont soutenu des mécanismes régionaux. La FEDERATION DE RUSSIE a suggéré qu'une approche régionale pourrait permettre la traduction des décisions de la CdP en actions au niveau local. L'UKRAINE et le MALI ont estimé que des coordinateurs nationaux pourraient identifier les experts pertinents, et l'ITALIE a appelé à traduire les décisions dans la pratique. L'ARGENTINE et la TURQUIE ont soulevé le manque d'équilibre de genre dans la grille d'experts. Le KENYA a suggéré de créer un lien entre la grille d'experts et les travaux de l'ISP. Les OSC ont estimé que la Convention devrait éviter de créer des processus redondants de validation et de suivi.

Mariam Akhtar-Schuster, Co-Présidente de l'ISP, a répondu aux commentaires en rappelant que l'ISP n'est pas indépendante de la CLD, et qu'elle comprend 10 scientifiques indépendants, cinq membres du Bureau du CST, cinq représentants régionaux, ainsi que trois observateurs des OSC et des organisations intergouvernementales. Elle a indiqué que la recommandation est d'adopter une approche souple dans les travaux scientifiques de la CST, en utilisant la façon la plus efficace pour l'ISP d'examiner les questions transmises par la CdP.

Suivi du programme de développement pour l'après-2015: Surveiller les progrès accomplis sur les ODD relatifs à la dégradation des terres et sur les cibles associées: Alganesh Guellaw (Ethiopie) et Guido Bonati (Italie) ont présenté les leçons tirées de l'utilisation de trois indicateurs dans le projet pilote de NDT.

Le MALI a demandé si les données globales sont suffisantes à élaborer des indicateurs solides à différentes échelles. Le BELARUS, la SUISSE et les PHILIPPINES ont répondu que les données nationales soutiennent ce processus, mais qu'elles peuvent être limitées ou requérir davantage de capacités. Le BELARUS a attiré l'attention sur les coûts du suivi au niveau national. Le MAROC a signalé des lectures potentiellement fausses des données globales télé-détectées relatives à des espèces exotiques. La SUISSE a conseillé d'inclure un examen des services écosystémiques, y compris les compromis sociaux issus des décisions politiques. L'AFRIQUE DU SUD a estimé que les coûts de la télédétection peuvent varier considérablement. La TURQUIE a noté l'importance de l'information relative à l'économie d'eau et à l'économie verte, entre autres. Les ETATS-UNIS ont soutenu l'idée d'utiliser les ensembles de données existants pour éviter de retarder l'évaluation et le suivi de la NDT. Le MEXIQUE a estimé que les résultats des modèles pilotes doivent être rendus disponibles. La GRENADE a souligné la valeur des données haute résolution dans l'évaluation de la NDT. La NAMIBIE a suggéré que les méthodes peuvent être complétées par des vérifications sur le terrain. La CHINE a regretté de ne pas avoir fait partie du projet pilote. Le TURKMENISTAN a demandé si des contributions ont été fournies du point de vue des décideurs politiques. L'EGYPTE a demandé comment le rapport pourra-t-il atteindre les décideurs politiques. La TANZANIE s'est interrogée au sujet des « fuites », en signalant que si un projet à pour but de conserver une forêt mais que les populations se déplacent vers une autre forêt, le résultat net devrait être pris en compte. La FAO a souligné que ceux qui n'ont pas de capacités de télédétection devraient être informés de ce que les indicateurs peuvent révéler au sujet des tendances de la NDT. Le Secrétariat a reconnu que les données globales sont complémentaires au suivi national.

Suivi du programme de développement pour l'après-2015: Surveiller la contribution de l'utilisation et de la gestion durable des terres à l'atténuation et/ou l'adaptation aux changements climatiques, et à la sauvegarde de la biodiversité et des services écosystémiques: Barron Orr et Annette Cowie,

de l'ISP, ont présenté ce point de l'ordre du jour sur la base des documents ICCD/COP(12)/CST/3-ICCD/CRIC(14)/7 et ICCD/COP(12)/CST/INF.1. Ils ont noté que la GDT est cruciale pour obtenir simultanément de multiples avantages au niveau mondial, et qu'il existe des possibilités de synergies dans la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio. Ils ont suggéré d'envisager le développement d'un Système mondial d'observation des zones arides (GDOS).

Les ETATS-UNIS et la SUISSE ont demandé comme le GDOS ajouterait de la valeur sans augmenter la charge financière. L'ARGENTINE et le MEXIQUE ont suggéré que des études de cas pourraient combler les lacunes dans le cadre de suivi. La TURQUIE a estimé que l'adaptation n'est pas la même chose que la résilience. Le MAROC a estimé que la première affecte la dernière. La SUISSE a souligné la pertinence du processus d'indicateurs pour les ODD. Le KENYA a noté la complexité de ces synergies entre les Conventions de Rio du fait des diverses responsabilités institutionnelles au niveau national. Le NIGER a souligné les défis issus des différentes directives en matière d'établissement de rapports dans les Conventions.

En réponse aux commentaires, Orr et Cowie ont indiqué que la proposition vise à assurer que les observations relatives aux zones arides soient examinées par les Conventions de Rio. Concernant l'établissement commun de rapports, ils ont signalé des efforts pour assurer que les aspects scientifiques soient mobilisables d'un point de vue politique.

RELIER DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET LA PRISE DE DECISIONS: Programme de travail de l'ISP pour la période biennale 2016-2017:

Le Secrétariat a présenté les documents ICCD/COP(12)/CST/6 et ICCD/COP(12)/CST/INF.4. Martial Bernoux, de l'ISP, a présenté la collaboration entre l'ISP et le Groupe technique intergouvernemental sur les sols (GTIS), en soulignant la cible de NDT des ODD, le besoin d'indicateurs pour traiter les questions relatives aux sols et aux terres dans le cadre des trois Conventions de Rio, et le carbone organique des sols.

L'ERYTHREE et l'ITALIE ont souligné l'importance des sols. Le BRESIL a mis en garde l'ISP contre tout dépassement des objectifs de la Convention, en estimant qu'elle devrait éviter d'aborder les sols et les questions climatiques. Le SENEGAL a mis en exergue l'identification des éléments plus importants de la NDT pour améliorer le suivi et les synergies, et avec le MEXIQUE, a salué les mesures prises par l'ISP pour travailler de concert avec d'autres processus. Bernoux a indiqué que le GTIS se penche sur l'amélioration des techniques de suivi des sols et sur comment les rendre plus rentables.

GROUPES DE CONTACT

Programme et Budget et le CRIC: Au cours d'une réunion pendant le déjeuner, le Secrétariat a clarifié le placement des activités de renforcement des capacités dans le budget et identifié la réserve de travail de la Convention, entre autres questions. Les participants ont posé des questions au sujet de l'accueil des réunions du CRIC, du financement des réunions régionales, et de la justification du reclassement des postes publiés. D'autres ont demandé des éclaircissements sur les financements destinés aux activités de mise en œuvre.

Groupe de contact du COW sur les questions autres que le programme et le budget: Ce groupe s'est réuni au cours du déjeuner et dans la soirée.

Réunion conjointe CRIC/CST: Au cours d'une réunion en soirée, ce groupe a entamé un échange de points de vue sur le projet de décision sur les procédures de communication et de rapport, couvrant, entre autres: les indicateurs de progrès et les méthodologies associées pour établir les rapports relatifs aux Objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 4, et l'ajustement des procédures d'établissement de rapports, y compris le soutien financier destiné à établir les rapports.

DANS LES COULOIRS

A l'approche du Segment de haut niveau, les délégués ont senti monter la pression de la part de leurs Ministres pour présenter un programme concret. De ce point de vue, la présentation des conclusions préliminaires du projet de NDT a été bien accueillie par de nombreux délégués, certains remarquant que l'exercice démontre la complexité d'intégrer les ODD dans la Stratégie. D'autres se sont demandés si la programmation de discussions parallèles sur cette question dans le CST et dans le CRIC ne constituait pas une opportunité manquée, notamment du fait que le CST venait d'achever ses discussions sur les mécanismes permettant d'injecter davantage de conseil scientifique dans les décisions de la Convention.